

Etat des lieux et évolutions réglementaires et jurisprudentielles du droit à respirer un air sain

Laurence LANOY
Docteur en droit
Avocat / Spécialiste en droit de l'environnement
3, rue Antoine Arnauld • 75016 PARIS
Tél. +33 (0)1 45 20 13 10 •
llanoy@laurencelanoy.com

Cathy MORALES FRENOY
Avocat à la Cour, Paris
Attorney-at-Law, New York
3, rue Antoine Arnauld • 75016 PARIS
Tél. +33 (0)1 45 20 13 10 •
cmorales@laurencelanoy.com

En vertu de la loi sur l'air du 30 décembre 1996, chacun a le droit à respirer un air sain.

Or, l'air ambiant, défini par le code de l'environnement comme l'air extérieur de la troposphère, à l'exclusion des lieux de travail et auxquels le public n'a normalement pas accès, est de plus en plus pollué en raison par exemple du brûlage des déchets verts ou du rejet de nombreux polluants dans l'atmosphère par diverses activités.

Progressivement des instruments visant à garantir un air plus sain et destinés à lutter contre la pollution ont donc été mis en place. C'est ainsi que des organismes sont aujourd'hui chargés de la surveillance de la qualité de l'air.

De nombreux plans d'actions ont également été adoptés tels que les Plans nationaux santé environnement adoptés pour une durée de cinq ans avec pour objectif de réduire l'exposition de la population aux pollutions présentes dans leur environnement et les Plans de protection de l'atmosphère.

De nouvelles obligations et dispositions visant à lutter contre la pollution de l'air sont constamment adoptées, telles que l'étiquetage des polluants volatils de certains produits et le système de restrictions de circulation routière basées sur les certificats qualité de l'air « Crit'Air ».

Cependant, toutes ces mesures semblent pour l'heure insuffisantes pour avoir un effet positif sur la qualité de l'air ambiant.

Face à cette insuffisance, les Tribunaux sont fréquemment saisis sur ces questions. Des actions en justice récentes ont ainsi conduit notamment à la reconnaissance par le juge administratif de la faute de l'Etat pour l'insuffisance des mesures prises pour réduire le dépassement des valeurs limites de particules fines PM10 et de dioxyde d'azote ou encore à la consécration d'un préjudice d'éco-anxiété dont il conviendra de présenter les conditions de mise en œuvre.

Laurence Lanoy, avocat spécialiste en droit de l'environnement, détaillera les différents instruments

juridiques existant aujourd'hui et les évolutions attendues pour lutter efficacement contre la pollution de l'air et assurer le respect du droit de chacun à respirer un air sain.

* * *

Avocat depuis 1990 et Docteur en droit, Laurence Lanoy a développé une pratique approfondie en droit de l'environnement avant de fonder en 2005 le cabinet Laurence Lanoy Avocats. Elle conseille et assiste des entreprises nationales et internationales, des collectivités publiques et des cabinets d'avocats internationaux notamment en droit de l'environnement et du développement durable, en droit minier et en droit de l'énergie.